

DECLARATION DES PARTIS POLITIQUES DE L'OPPOSITION A
L'ETRANGER REGROUPES AU SEIN DE L'ADC-IKIBIRI

1. Nous , membres des partis politiques de l'opposition à l'étranger regroupés au sein de l'ADC-IKIBIRI, soutenons indéfectiblement les leaders de l'ADC-IKIBIRI qui se sont fixés l'objectif d'oeuvrer en priorité pour que le processus électoral biaisé par les fraudes électorales avérées et constatées au cours de l'enrôlement, de la campagne et du scrutin des élections communales et , par conséquent, d'autres qui s'en sont suivies, soit revu dans son entièreté, et que les élections soient réorganisées dans de meilleures conditions.
2. L'ADC-IKIBIRI s'est adressée au Président de la République pour amorcer un cadre de dialogue avec comme but ultime de trouver une issue heureuse à la crise engendrée par les fraudes massives et irrégularités constatées lors des élections communales du 24 mai 2010. Au lieu de répondre à la missive, le Président Nkurunziza et son équipe gouvernementale ont fermé l'oreille comme si rien n'était et ont plutôt privilégié la violence au dialogue en multipliant les arrestations , assassinats, emprisonnements et perquisitions des membres des partis de l'ADC-Ikibiri.
3. Face à ces agissements, nous rejetons en bloc tous les résultats issus de la mascarade de ces élections . Et par conséquent toutes les institutions issues de ces élections , en l'occurrence, le Président de la république Nkurunziza Pierre et son gouvernement. Nous continuerons à considérer les institutions issues des élections fraudées comme illégales, parce que le code électoral a été violé, et illégitimes parce qu'une grande partie de la population n'a pas pu voter.
4. Comme le mentionne le collectif des organisations de la société civile (FORSC) dans leur mémorandum du 25/8/2010, les élections 2010 ont été boycottées par une grande partie de la population et la conséquence en a été que les institutions issues de ces élections sont largement dominées par un seul parti politique ; cela risque de constituer une entrave majeure à la démocratie. Aussi, la situation qui a prévalu pendant la période électorale a forcé certains leaders de l'opposition à prendre le chemin de l'exil, avec ce que cela comporte comme conséquence dans un pays qui se recherche encore en matière de stabilité politique.
5. Ainsi, assainir le climat politique en privilégiant le dialogue avec tous les acteurs sociopolitiques reste la seule issue pour prévenir les crises et rassurer les leaders de l'opposition qui ont fui le pays pour qu'ils regagnent la terre natale.
6. Rien ne sert à continuer de se contenter à museler l'opposition. Comme le porte-parole d'un parti d'opposition de l'ADC-IKIBIRI l'a bien dit, ce

qui se passe est extrêmement dangereux et inquiétant. Le pouvoir est en train de créer la frustration et le mécontentement dans le camp de l'opposition et personne ne peut prédire ses réactions.

7. Comme nous l'avons mentionné lors de nos déclarations antérieures, nous mettons en garde la communauté nationale et internationale que les nombreuses irrégularités et fraudes massives constatées lors des premières élections 2010 hypothèquent largement l'avenir du pays.

En tant que démocrates et soucieux de la paix, de la sécurité et d'un bon avenir de tout le peuple burundais meurtri par plusieurs années de guerre, nous, membres des partis politiques de l'opposition à l'étranger, regroupés au sein de l'ADC-IKIBIRI, recommandons ce qui suit.

1. Que le Président Pierre Nkurunziza initie rapidement un dialogue franc avec l'ADC-IKIBIRI en y incluant tous autres partenaires sociopolitiques internes et étrangers pour résoudre le contentieux des élections 2010 afin de renforcer les piliers de la démocratie chère aux burundais
2. A la communauté Internationale d'être témoin et de faire une pression sur le Président Nkurunziza dans l'aboutissement de ce dialogue
3. Libérer tous les prisonniers politiques et cesser les arrestations, les assassinats et les emprisonnements des membres des partis de l'opposition

Fait à Bruxelles le 01/09/2010,

Pour les membres des partis de l'opposition à l'étranger regroupés au sein de l'ADC-IKIBIRI

Aimé MAGERA, Coordonnateur, sé